

Première partie : mobilisation des connaissances (2 x 3 points)

Questions	Attentes	Bonus	Malus
Rôle pol macro-éco	<p><u>I] Principes généraux du rôle des pol macro sur gestion des fluctuations conjoncturelles.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La croissance observée est la croissance effective du pays (activité économique du pays pendant une période donnée), qu'il convient de comparer à la croissance potentielle pour comprendre les raisons pour lesquelles la croissance s'écarterait du Trend (croissance potentielle). - Lorsque la croissance observée s'écarte durablement de la croissance potentielle, cela peut générer des effets néfastes (chômage ou inflation). L'existence de ces déséquilibres macroéconomiques justifie la mise en place de pol macroéco qui vont évidemment différer en fonction du but recherché <p><u>II] La politique macroéco de lutte contre l'inflation : la politique restrictive (ou de rigueur)</u></p> <p>La politique monétaire restrictive s'attache à réduire les quantité de monnaie en circulation (réduire la masse monétaire) en augmentant les taux d'intérêt La politique budgétaire de rigueur repose sur une baisse des dépenses budgétaires (baisse de l'I public et des prestations sociales) et une hausse des recettes budgétaires (hausse des impôts et des cotisations sociales).</p> <p><u>III] La politique macroéco de lutte contre le chômage : la politique de relance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Politique monétaire de relance : baisse du taux d'intérêt (cycle du crédit) • Politique budgétaire de relance : hausse des dépenses publiques et baisse des recettes publiques 		
Comparaison formes solidarité chez Durkheim	<ul style="list-style-type: none"> - Société traditionnelle (ST) avec individus homogènes avec faible division du travail, la solidarité est mécanique/ société moderne (SM) avec individus hétérogènes mais complémentaire avec forte division du travail, la solidarité est organique. - ST avec forte conscience collective (ensemble des croyances et valeurs communes à la moyenne des membres de la société)/ SM avec essoufflement de la conscience coll au profit des consciences individuelles (montée de l'individualisme et des libertés). - Les ST disposent essentiellement d'un droit répressif tout entier tourné vers la sanction des manquements aux mœurs, tandis que les SM développent un droit restitutif, ou « droit coopératif », qui veille à réparer et à organiser et non plus seulement à sanctionner. 		Si pas comparaison mais seulement exposé des 2 formes de solidarité (1.5 points)

Partie 2 : Etude d'un doc (4 points)

Attentes	Bonus	Malus
<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du doc : source, date, pays, unités, type de document, thème du doc - De 1995 à 2010, la situation de la France s'est améliorée dans certains domaines mais s'est aussi dégradée dans d'autres : <ul style="list-style-type: none"> o Le solde des transactions courantes (flux de biens et de services + revenus) est passé d'un excédent de 8310 millions € à un déficit de 33656 millions €. La France importe plus de B et S en 2010 qu'elle n'en exporte. o Le solde du compte de capital reste positif mais l'excédent s'amenuise : ce compte concerne principalement les flux de brevets pour lesquels la F a plus vendu au RDM que ce qu'elle n'a importé (excédent de 39 millions €) o Le solde du compte financier était déficitaire en 1995 de 6157 millions € et devient excédentaire en 2010 de 18201 millions €. Ce compte recense principalement les flux d'IDE et I de portefeuille. Le solde positif de 2010 signifie que les étrangers ont plus investi en F 		<p>Abs d'un des éléments de la présentation</p> <p>Abs de données chiffrées dans la lecture (-1 pt)</p> <p>Abs d'explications du contenu des comptes</p> <p>Abs maîtrise vocabulaire : excédent/ déficit...</p>

- | | | |
|---|--|--|
| <p>que ce que la F n'a investi à l'étranger.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les avoirs de réserves sont la contrepartie monétaire des flux précédents. Le déficit français de creuse passant de 557 millions € à 7593 millions € ce qui correspond à une entrée de capitaux pour la France (et donc une capacité de financement de la France vis-à-vis du RDM) | | |
|---|--|--|

Partie 3 : raisonnement sur doc (10 pts)

A savoir :

Sujet en « En quoi » présuppose une multitude de plans possibles pour répondre au sujet. Toutefois, un plan oui/mais ne permet pas de répondre de façon pertinente à la question posée (et sera donc sanctionné).

Les attentes du sujet sur « les frontières des classes sociales qui s'estompent » correspondent à la problématique montrant qu'une analyse de type marxiste de la structure sociale en classes ne semble plus pertinente aujourd'hui. Quels sont, justement, les éléments qui ne permettent plus une lecture de la société en classes ?

Rappel de la notion de classe : regroupement d'individus homogènes (économiquement chez Marx et socialement chez Weber) + conscience de classe (sentiment d'appartenir à une classe sociale chez Marx).

Ainsi si les frontières de classes s'estompent cela peut s'expliquer par le fait qu'il n'y ait plus plusieurs classes mais une classe moyenne importante, par le fait que les inégalités se soient réduites, par l'effritement de la conscience de classes, de la multiplicité des critères de distinction qui rend hétérogènes les individus d'un même groupe... (D'où plusieurs parties possibles pour le plan).

Plan possible :

I] La moyennisation qui met à mal l'analyse en classes de la société

- Moyennisation (Mendras) inhérente à la réduction des inégalités entre groupes (Doc 1). Explication du processus de moyennisation + éventuellement quelques facteurs comme la « société salariale », la « généralisation d'assurances sociales »...(sans trop s'étendre !).
- Cette moyennisation fait passer de la société en « sablier » à la société en « toupie » par « l'abaissement du plafond et l'élévation du plancher social » (Doc 1). Or il n'est plus aisé d'identifier une frontière de classes (au pluriel) étant donné l'importance de cette vaste classe moyenne, d'où l'idée que les frontières de classes s'estompent.

II] La baisse des inégalités intercatégorielles mais la hausse des inégalités intracatégorielles qui effritent la conscience de classe.

Une société en classes repose aussi sur l'idée d'une conscience de classe (sentiment d'appartenir à cette classe lésée ou favorisée). Or s'après le Doc 3 si en 1965 selon un sondage de la Sofres + Cevipof, on note que seuls 30% des sondés n'ont pas le sentiment s'appartenir à une classe sociale, ce % passe à presque 45% des sondés en 2002. Par ailleurs, parmi ceux qui déclarent avoir un sentiment d'appartenir à une classe sociale, on remarque que 42% d'entre eux déclarent avoir le sentiment d'appartenir à la classe moyenne... Cela semble infirmée la thèse marxiste des classes antagonistes aux frontières clairement identifiables.

III] La baisse des inégalités intercatégorielles mais la hausse des inégalités intracatégorielles met en cause l'homogénéité au sein d'un même groupe.

- F. Dubet explique que les modifications profondes de la société depuis la fin des 30 Glorieuses ont généré un processus de fragmentation économique (inégalités multiples) contestant la réalité de l'existence des classes sociales : les classes sociales ne permettent plus de rendre compte de toutes les inégalités qui existent dans la société contemporaine (on retrouve ici une analyse « à la M. Weber » d'une pluralité d'échelle) et d'autre part, toutes les inégalités ne renvoient pas à la notion de classes sociales étant donné que de nombreuses inégalités se développent au sein d'une même classe sociale (ce qui rend caduc l'homogénéité des conditions d'une classe).

- Si l'on retient le critère du sexe comme dans le doc 2, il est possible de mettre en évidence cette hétérogénéité au sein d'une même groupe (inégalités intracatégorielles) : en effet selon l'Insee en 2010 le salaire mensuel nets de tous prélèvements des femmes cadres est 22.6% inférieur à celui des hommes et il est de 16.6% inférieur dans la catégorie des ouvriers. En outre, dans un même groupe social, les salaires évoluent différemment puisque chez les ouvriers le salaires des hommes baissent de 0.2% de 2009 à 2010 alors que celui des femmes augmente de 0.8%